



# Analyse

FAPEO 03/2025

**Soumis, malgré nous,  
par des puces électroniques ?**

Alessandro Mazzotta

**FAPEO**

Fédération des Parents et des Associations  
de Parents de l'Enseignement Officiel

 Culture

 FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

FAPEO ASBL - Rue de Bourgogne, 48, 1190 Bruxelles  
Tel. : 02/527.25.75 E-mail : [secretariat@fapeo.be](mailto:secretariat@fapeo.be)

## L'analyse en un coup d'œil

### Mots-clés :

Militance, réseaux sociaux, algorithmes, démocratie, désinformation

Il fut un temps où les réseaux sociaux promettaient monts et merveilles aux militants. Enfin un espace libre, horizontal, accessible, où même la plus petite ASBL pouvait se rêver en David numérique face aux Goliath du monde politico-médiatique. On y croyait dur comme fer : un bon post, un zeste d'indignation bien dosée, et hop, l'émancipation citoyenne était à portée de clic. Sauf que non. À l'arrivée, ce n'est pas la démocratie qui a gagné, mais l'algorithme. Et comme tout bon algorithme qui se respecte, celui-ci n'a que faire de la justice sociale, de l'éducation critique ou des droits humains. Lui, ce qu'il aime, c'est le clash, le buzz, le clic rageur à 2h du matin.

Aujourd'hui, la militance associative sur les réseaux ressemble à une vieille antenne FM qui essaie de capter Radio Vérité au milieu d'un festival de bruits parasites. On y hurle plus qu'on n'y débat, on y clique plus qu'on ne comprend, et surtout, on y fait semblant de réfléchir plus qu'on ne pense pour de vrai. Les plateformes sont devenues les nouvelles arènes du cirque, où il faut saigner (symboliquement) pour exister, et tant pis si on y perd un peu de sens au passage. Quand les règles de visibilité sont dictées par des intérêts marchands et non par des principes démocratiques, alors ce n'est plus une agora, c'est un marché. Et dans ce marché là, ce ne sont pas les idées les plus justes qui circulent, mais les plus virales.

Qu'en est-il de la militance dans un monde où la nuance est un handicap et l'indignation un business model ? Peut-on vraiment "sensibiliser" quand l'algorithme préfère qu'on scandalise ? C'est cette contradiction, absurde mais bien réelle, que nous allons disséquer tout au long de cette analyse.

**Si vous désirez organiser un débat sur cette question, n'hésitez pas à contacter :  
[secretariat@fapeo.be](mailto:secretariat@fapeo.be)**

*Pour des raisons d'ergonomie de lecture, cette production n'est pas rédigée en écriture inclusive et suit la forme du genre neutre, mais elle s'adresse néanmoins indistinctement aux femmes, hommes, personnes non binaires, gender fluid ou de quelque identité de genre que ce soit.*

## Table des matières

Algorithmocratie, le pouvoir ultime ? .....	3
Les réseaux sociaux, une désinformation séduisante ? .....	4
Les réseaux sociaux, des espaces de débats clivants et non démocratiques .....	4
Musk, Zuckerberg et Trump sont sur un bateau... et qui tombe à l'eau ? .....	5
Et quand la démocratie fait plouf, on réagit comment ? .....	7
Bibliographie.....	8

## Algorithmocratie, le pouvoir ultime ?

Les petites ASBL militantes ont longtemps trouvé dans les réseaux sociaux un espace d'expression privilégié. À moindre coût, elles pouvaient sensibiliser, mobiliser et défendre leurs causes auprès d'un large public. Mais aujourd'hui, ce qui était une opportunité est devenu un champ de bataille où elles peinent à se faire entendre. En cause : la désinformation massive et des algorithmes qui favorisent le spectaculaire au détriment du factuel<sup>1</sup>.

Sur les réseaux sociaux, la vérité se vend mal. Ce sont les contenus les plus sensationnalistes qui captivent les foules, générant des milliers de partages en quelques heures. Les fausses informations, souvent simplistes et émotionnelles, exploitent ce biais : elles suscitent la peur, l'indignation ou l'enthousiasme instantané, tandis que les explications nuancées et documentées peinent à dépasser le cercle restreint des initiés. Les acteurs qui s'appuient sur des recherches, des témoignages précis et des données vérifiées, se retrouvent alors relégués au second plan. Le temps de décortiquer une fake news et d'y répondre avec des faits, celle-ci a déjà atteint des milliers de personnes, alimentant des croyances erronées et renforçant les stéréotypes contre lesquels ces associations luttent. Entre autres, on parle d'asymétrie des baratin. L'énergie pour réfuter une infox, qui fait appel à un système de pensée rapide, instinctif et émotionnel est bien supérieure qu'à la production de celle-ci<sup>2</sup>.

Les plateformes comme Facebook, Instagram ou TikTok n'ont qu'un seul objectif : maximiser l'engagement digital. Plus un contenu suscite de réactions, plus il est mis en avant. Or, qu'est-ce qui attire le plus de clics : une analyse argumentée sur les cantines scolaires<sup>3</sup> ou un post affirmant que « *les écoles veulent interdire les barbecues* » ? Les algorithmes ont donc une responsabilité directe dans la marginalisation des petits acteurs associatifs. Ils favorisent les polémiques et la viralité au détriment de l'information de fond. Une ASBL qui tente d'expliquer un problème complexe avec des arguments chiffrés et des solutions concrètes aura bien du mal à rivaliser avec une rumeur complotiste relayée par un influenceur en quête de buzz.

Alors que certains militants passent leurs journées à modérer les commentaires haineux ou à signaler des fake news les concernant, d'autres doivent constamment reformuler leurs messages pour tenter de percer les bulles algorithmiques<sup>4</sup>. Cet effort constant, usant et chronophage, détourne ces associations de leur mission première : agir sur le terrain. Face à cette réalité, les ASBL militantes sont prises au piège d'un système où elles doivent jouer selon des règles qui les désavantagent. Si elles refusent de s'adapter, elles risquent l'invisibilité. Si elles cèdent à la logique du buzz, elles risquent de perdre leur crédibilité. Un dilemme qui résume bien la difficulté du militantisme associatif à l'ère de la désinformation massive.

---

<sup>1</sup> TALLENT A., « La transformation des réseaux sociaux en arènes électorales pose des défis majeurs à la démocratie », *Le Monde*, 2024.

<sup>2</sup> Cela fait référence à la loi de Brandolini, pour en savoir plus : [fr.wikipedia.org/wiki/Loi\\_de\\_Brandolini](https://fr.wikipedia.org/wiki/Loi_de_Brandolini)

<sup>3</sup> En parlant d'analyse sur les cantines scolaires, en voici une qui vaut le coup d'être lue : [www.fapeo.be/les-cantines-scolaires-on-en-parle/](https://www.fapeo.be/les-cantines-scolaires-on-en-parle/)

<sup>4</sup> VAN DER STEEN C., « Mobilisation militante sur les réseaux sociaux », *Médias & Actions citoyennes*, 2021, pp.5.

## Les réseaux sociaux, une désinformation séduisante ?

Dans un flot constant de désinformation, les parents se retrouvent pris au piège : à qui faire confiance pour l'éducation de leurs enfants ? Entre rumeurs absurdes (« L'école interdit les cartables violets ! ») et théories du complot sur l'endoctrinement scolaire, la confusion règne. Les réseaux sociaux transforment chaque sujet éducatif en champ de bataille. Une ASBL défendant la mixité scolaire ? « Un complot bobo ! ». Un collectif alertant sur la surcharge des devoirs ? « La destruction de l'effort ! ». Chaque nuance disparaît au profit du clash.

Face à la polarisation, beaucoup hésitent à s'engager. Discuter sereinement d'éducation devient impossible sous les attaques de ceux qui crient le plus fort. Signaler un problème dans l'école de son enfant ? C'est risquer d'être noyé sous une vague de commentaires hystériques. À force d'être bombardés d'informations contradictoires, les parents décrochent. Pourquoi chercher la vérité quand tout est immédiatement contesté ? Moins d'engagement, moins de dialogue, et à la fin, plus personne pour défendre les enfants.

Écoles, parents et associations devraient coopérer, mais le bruit des réseaux sociaux empêche tout échange constructif. Pendant que l'info solide se noie sous les cris, c'est l'éducation des enfants qui est laissée pour compte. Mais après tout, qui veut lire des slides de la FAPEO sur Instagram quand un tweet incendiaire sur Glatigny fait plus de likes ?

## Les réseaux sociaux, des espaces de débats clivants et non démocratiques

Les réseaux sociaux se présentent comme des espaces de libre expression, mais en réalité ils sont guidés par des logiques politiques et économiques bien précises. Sous prétexte de liberté d'opinion, ces plateformes appliquent des règles qui favorisent certaines prises de position tout en rendant plus difficile l'existence d'une militance apolitique. Ceux qui défendent des causes sans s'inscrire dans un clivage idéologique se retrouvent souvent invisibilisés, assimilés à des discours engagés malgré eux ou noyés dans un océan de contenus polarisants<sup>5</sup>.

Sur ces réseaux sociaux, exister c'est appartenir à un camp. Un militant qui défend l'accès à l'éducation pour tous se retrouve catalogué « progressiste », un collectif dénonçant les inégalités économiques est perçu comme « engagé à gauche », et toute initiative environnementale devient un « combat contre le capitalisme ». Impossible de revendiquer une cause sans être enrôlé, malgré soi, dans une bataille politique. Les algorithmes amplifient ce phénomène en favorisant les contenus qui suscitent des réactions fortes.

Un discours nuancé, qui refuse les étiquettes idéologiques, aura bien du mal à émerger face aux tweets incendiaires et aux vidéos-chocs qui opposent les « bons » et les « méchants ».

---

<sup>5</sup> ROUBAN L., « L'effet politique des réseaux sociaux », *Note de recherche Le Baromètre de la confiance politique / Vague 15*, 2024.

La modération des plateformes, souvent opaque, accentue cette difficulté. Certains sujets deviennent tabous non pas parce qu'ils sont radicaux, mais parce qu'ils sont jugés « trop sensibles » ou « sujets à controverse ». Un collectif dénonçant la pauvreté infantile pourrait voir son contenu restreint sous prétexte qu'il touche à une question politique. Une ASBL qui milite pour un accès équitable à la santé peut se voir accusée de véhiculer un « agenda caché ». Pire encore, les militants apolitiques subissent parfois les mêmes attaques que les activistes les plus clivants. Leur neutralité devient suspecte : ne pas choisir un camp, c'est être complice d'un système. Résultat, ils se retrouvent piégés entre deux feux, contraints de se défendre au lieu de faire avancer leurs causes.

Dans un environnement où tout est analysé sous l'angle du combat idéologique, les militants apolitiques sont condamnés à l'effacement ou à l'alignement stratégique. Sans une prise de position tranchée, ils disparaissent dans l'ombre des débats polarisés. Pourtant, leurs combats sont essentiels, et leur refus des clivages devrait être une force, pas un handicap. Mais tant que les réseaux sociaux privilégieront le spectacle au dialogue, ces voix risquent de rester en sourdine. Car après tout, un discours mesuré, qui tente de rassembler plutôt que de diviser, n'est pas ce qui génère le plus de clics. Et c'est bien là le problème<sup>6</sup>.

## Musk, Zuckerberg et Trump sont sur un bateau... et qui tombe à l'eau ?

Le trio d'entrepreneurs Mark Zuckerberg, Elon Musk et Donald Trump forme aujourd'hui une constellation assez révélatrice du tournant politique et idéologique que prend la tech américaine, où la défense de la « liberté d'expression » sert souvent de cheval de Troie à une vision libertarienne<sup>7</sup>, antidémocratique, voire réactionnaire de la société. Ce rapprochement entre les géants du numérique et les figures politiques conservatrices ne relève pas du hasard. Il témoigne d'une mutation plus large : celle d'un pouvoir technologique qui prend l'ascendant sur le politique. Comme le résume la politologue Asma Mhalla, nous assistons à une véritable privatisation du futur, un futur façonné non plus par les États, mais par une poignée de milliardaires en croisade contre les règles du jeu démocratique<sup>8</sup>. Qu'en est-il donc de la démocratie que nous prônons tant et celle-ci peut-elle survivre aux dérives du numérique ?

Parlons franchement, ce n'est pas seulement notre rapport aux réseaux sociaux qui est en jeu, c'est notre capacité même à vivre en démocratie. Depuis des années, nous voyons s'intensifier une forme de parasitage algorithmique de l'espace public. Et le cas de Facebook est emblématique.

D'après les révélations de la lanceuse d'alerte Frances Haugen, la plateforme est parfaitement consciente des effets délétères de ses algorithmes sur la santé mentale des jeunes, la montée de la haine et la polarisation de l'opinion.

---

<sup>6</sup> RICHAUD C., « Les réseaux sociaux : nouveaux espaces de contestation et de reconstruction de la politique ? », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel* n° 57, 2017. Consulté le 10/02/25 sur : [www.conseil-constitutionnel.fr/nouveaux-cahiers-du-conseil-constitutionnel/les-reseaux-sociaux-nouveaux-espaces-de-contestation-et-de-reconstruction-de-la-politique](http://www.conseil-constitutionnel.fr/nouveaux-cahiers-du-conseil-constitutionnel/les-reseaux-sociaux-nouveaux-espaces-de-contestation-et-de-reconstruction-de-la-politique)

<sup>7</sup> Bherer M-O., « La quête d'absolu des libertariens, apôtres de la liberté individuelle à tout prix », *Le Monde*, 2022.

<sup>8</sup> Madani L., « Asma Mhalla : « Les Big Tech sont en train de privatiser le futur » », *l'Humanité*, 2024. Consulté le 19/03/25 sur : [www.humanite.fr/en-debat/gafam/asma-mhalla-les-big-tech-sont-en-train-de-privatiser-le-futur](http://www.humanite.fr/en-debat/gafam/asma-mhalla-les-big-tech-sont-en-train-de-privatiser-le-futur)

Et pourtant, elle continue. Pourquoi ? Parce que la colère, l'indignation et la peur font cliquer. Et chaque clic, c'est du temps passé à l'écran. Et chaque minute captée, c'est du chiffre d'affaires. Fabrice Epelboin résume cela d'une formule simple mais juste : « *pas de démocratie possible avec un algorithme pareil* ». Ce que l'on appelait jadis « opinion publique » - un espace commun de discussion avec des désaccords certes mais des bases partagées - est aujourd'hui transformé en une mosaïque d'individus enfermés dans leurs bulles émotionnelles. Plus personne ne débat, chacun hurle dans son coin. La haine est rentable, le consensus ne l'est pas. Et ce qui ne rapporte pas... n'est pas promu<sup>9</sup>.

En 2018, Mark Zuckerberg, dans un éclair de messianisme numérique, s'imagine en « faiseur de lien social ». Il modifie l'algorithme pour favoriser les interactions de proximité. Résultat : un écho localisé de colères, de frustrations et d'indignations partagées qui donnera un coup de fouet à des mouvements comme celui des Gilets Jaunes<sup>10</sup>. Un simple changement dans quelques lignes de code, et le climat social d'un pays s'en trouve bouleversé. C'est la fabrique de l'instabilité au clic près.

---

*« L'idée que le peuple est le meilleur gardien de sa liberté n'est pas vraie.  
Il est le pire envisageable, il n'est pas un gardien du tout.  
Il ne peut ni agir, ni juger, ni penser, ni vouloir ».<sup>11</sup>*

### John Adams.

---

Cette citation n'a jamais été aussi vraie qu'aujourd'hui dans l'esprit des GAFAM<sup>12</sup>. Imaginer que les gens puissent agir, juger, penser ou vouloir sans un petit coup de pouce manœuvré et non consenti n'est pas envisageable. Saupoudrez à cela un peu de nudging<sup>13</sup> et d'astroturfing<sup>14</sup> et ainsi découvrez la recette pour accéder à la présidence d'une des nations les plus influentes du monde. Trump n'a pas seulement utilisé Facebook, il a redéfini la politique à l'ère numérique. Une politique de la rupture, calibrée sur les datas, les failles cognitives et les colères exploitables. Et pendant ce temps, entre deux conseils d'administration, d'anciens hauts fonctionnaires rejoignent tranquillement les rangs des GAFAM. Comme si l'alternance entre les fonctions régaliennes et les intérêts privés était devenue la norme, une sorte de pantouflage globalisé. Un glissement qui interroge sur la dilution même du pouvoir démocratique.

Alors non, la question n'est pas seulement de savoir si les plateformes respectent la liberté d'expression. La vraie question, c'est : la démocratie peut-elle survivre à un écosystème où l'algorithme est roi, la colère est rentable, et le débat devenu un champ miné ? Et surtout, à qui profite cette nouvelle forme de chaos savamment entretenu ?

---

<sup>9</sup> Epelboin F., « COMMENT LES ALGORITHMES ONT DETRUIT LA DÉMOCRATIE », Vidéo de la chaîne YouTube ÉLUCID, 2021.

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> *The proposition that the people are the best keepers of their own liberties is not true. They are the worst conceivable, they are no keepers at all ; they can neither judge, act, think, or will, as a political body.* Publié en 1786 dans « *A Defense of the Constitution of Government of the United States of America* ».

<sup>12</sup> Acronyme reprenant l'initiale des « géants du net » : Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft.

<sup>13</sup> Que l'on pourrait traduire par le fait de donner un coup de coude : vise à inciter des individus ou l'ensemble d'un groupe humain à changer tels comportements ou à faire certains choix sans les mettre sous contrainte, obligation ni menace de sanction.

<sup>14</sup> Utilisation de techniques de propagande manuelles ou algorithmiques à des fins publicitaires, politiques ou de relations publiques, fausses initiatives populaires, spontanées.

## Et quand la démocratie fait plouf, on réagit comment ?

Face à ce tableau du monde où la haine est boostée par algorithme, où la démocratie fait du trampoline sur des lignes de code, et où les milliardaires redéfinissent la politique entre deux fusées, il est venu le temps, en tant que FAPEO, de se poser une petite question toute simple : pourquoi diable sommes-nous encore présents sur tous ces réseaux sociaux ?

Sérieusement. À force de balancer nos prises de position sur des plateformes conçues pour faire mousser des vidéos de chats qui tombent ou des influenceurs en colère, est-ce qu'on ne joue pas, malgré nous, au parent cool qui laisse traîner ses gosses sur TikTok « *parce qu'il faut vivre avec son temps* », tout en fermant les yeux sur ce qu'ils y consomment ? On s'indigne quand nos ados se perdent dans les méandres toxiques des réseaux, mais nous, adultes responsables, on y va gaiement poster notre plaidoyer pour une école émancipatrice, entre deux reels sponsorisés par les lobbies climato-sceptiques. Bravo la cohérence. Parce qu'à force de poster nos communiqués engagés dans une machine à buzz calibrée pour propulser des complots sur les puces 5G présents dans les vaccins, on peut légitimement se demander : est-ce qu'on informe... ou est-ce qu'on meuble l'arrière-boutique d'un modèle qui nous digère plus vite qu'il ne nous diffuse ?

Peut-on véritablement prétendre défendre une éducation citoyenne, une pensée critique, une école équitable et inclusive, tout en confiant notre parole à des industries numériques qui transforment toute prise de position en potentiel scandale, toute nuance en faiblesse algorithmique ? Et si au lieu de continuer à poster dans le vide, on ne ferait pas mieux de réinvestir des espaces de débats plus sains, plus humains. Des lieux où la parole ne se mesure pas à coups d'algorithmes et où l'engagement ne se résume pas à un "j'aime".

Est-ce que faire 12 likes sur une publication Instagram vaut la peine de continuer à nourrir un système qui creuse les inégalités, polarise les débats, et transforme toute nuance en faiblesse ? À force de vouloir « être là où sont les gens », on risque surtout d'oublier pourquoi on y est, et qui on est. Parce que soyons honnêtes, si on veut aider les parents à élever des enfants critiques, autonomes et conscients du monde qui les entoure, le minimum serait de ne pas leur montrer l'exemple inverse.

Peut-être que la vraie question, aujourd'hui, ce n'est plus : « *Comment mieux communiquer sur les réseaux sociaux ?* » Mais plutôt : « *Faut-il continuer à nourrir la bête ?* » Ou avons-nous enfin le courage de faire ce que peu osent : appuyer sur pause, se retirer, et reconstruire d'autres espaces, où l'on ne confond pas virulence et influence.

Et pourtant...

Pourtant...

On apprécierait qu'il existe des agoras numériques différentes, qui ne seraient pas soumises aux lois du marché et de l'entreprise. Parce que c'est finalement bien de cela qu'il s'agit, d'une forme de privatisation de l'espace public numérique. Mais le réel nous rappelle que si nous désirons rester visibles et accessibles sur ces espaces d'informations contemporains, nous sommes fonctionnellement contraints à faire usage de ces plateformes.

C'est pourquoi vous pourrez nous retrouver sur tous les réseaux... Dès demain... Pour mettre en valeur notre site et toutes les ressources qui y sont disponibles...

Alors abonnez-vous, mettez la cloche, partagez, retweetez... Et sur un « malentendu » (algorithmique) la nuance de nos propos pourrait trouver un écho auprès du grand public.

## Bibliographie

- Bherer M-O., « La quête d'absolu des libertariens, apôtres de la liberté individuelle à tout prix », *Le Monde*, 2022.
- Epelboin F., « COMMENT LES ALGORITHMES ONT DETRUIT LA DÉMOCRATIE », *Vidéo de la chaîne YouTube ÉLUCID*, 2021.
- Madani L., « Asma Mhalla : « Les Big Tech sont en train de privatiser le futur » », *l'Humanité*, 2024. Consulté le 19/03/25 sur : [www.humanite.fr/en-debat/gafam/asma-mhalla-les-big-tech-sont-en-train-de-privatiser-le-futur](http://www.humanite.fr/en-debat/gafam/asma-mhalla-les-big-tech-sont-en-train-de-privatiser-le-futur)
- RICHAUD C., « Les réseaux sociaux : nouveaux espaces de contestation et de reconstruction de la politique ? », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel n° 57*, 2017. Consulté le 10/02/25 sur : [www.conseil-constitutionnel.fr/nouveaux-cahiers-du-conseil-constitutionnel/les-reseaux-sociaux-nouveaux-espaces-de-contestation-et-de-reconstruction-de-la-politique](http://www.conseil-constitutionnel.fr/nouveaux-cahiers-du-conseil-constitutionnel/les-reseaux-sociaux-nouveaux-espaces-de-contestation-et-de-reconstruction-de-la-politique)
- ROUBAN L., « L'effet politique des réseaux sociaux », *Note de recherche Le Baromètre de la confiance politique / Vague 15*, 2024.
- TALLENT A., « La transformation des réseaux sociaux en arènes électorales pose des défis majeurs à la démocratie », *Le Monde*, 2024.
- VAN DER STEEN C., « Mobilisation militante sur les réseaux sociaux », *Médias & Actions citoyennes*, 2021, pp.5.

*Copyright © 2025 FAPEO, Tous droits réservés.*

**Fédération des Parents et des Associations de Parents de l'Enseignement Officiel – ASBL**

Rue de Bourgogne 48, 1190 Bruxelles

Tel. : 02 527 25 75 E-mail : [secretariat@fapeo.be](mailto:secretariat@fapeo.be)

N° d'entreprise : 0 409 564 781 – RMP Bruxelles

IBAN : BE48 2100 2838 9427 – BIC : GEBABEBB

**Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles**

**FAPEO**

Fédération des Parents et des Associations  
de Parents de l'Enseignement Officiel

 Culture

 **FÉDÉRATION**  
WALLONIE-BRUXELLES